



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

DARMANIN, VIDAL, LE PEN... LES VARIANTS D'EXTRÊME DROITE PROLIFÈRENT !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

26/02/2021

À une semaine d'intervalle, quasiment coup sur coup, deux ministres de Macron ont affiché leurs convergences de vue avec l'extrême droite. C'est d'abord Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui étale son entente cordiale avec Marine Le Pen, lors d'un débat sans intérêt sur France 2, le 11 février.

A cette occasion, le ministre de Macron est même allé jusqu'à juger la cheffe du RN « *quasiment un peu trop dans la mollesse* » vis-à-vis de l'islam, tandis que Marine Le Pen lui rendait la politesse en avouant qu'« *à part quelques incohérences* », elle aurait pu signer son bouquin sur « *Le séparatisme islamique* ».

VIDAL PREND LE RELAIS DE DARMANIN

Puis c'est Frédérique Vidal, ministre « fantôme » de l'Enseignement supérieur, qui refait surface pour cracher sur les enseignants chercheurs en déclarant qu'ils seraient gangrenés par l'« *islamo-gauchisme* », reprenant à son compte le verbiage de l'extrême droite.

Confrontée à la précarité généralisée dans les universités, aux dizaines de milliers d'étudiants qui n'ont plus que l'aide alimentaire pour survivre et aux tentatives de suicides qui se multiplient, notre ministre n'a donc rien trouvé de plus urgent que de « *demande au CNRS de faire une enquête* »... sur l'emprise de l'« *islamo-gauchisme* » dans le milieu universitaire.

Il y a quelques mois, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, avait déjà lancé l'anathème d'« *islamo-gauchisme* », assimilant au terrorisme islamiste toutes celles et ceux qui osent dénoncer la politique de « *racisme d'État* » dirigé contre les musulmans.

Depuis, des centaines de chercheurs et d'universitaires dénoncent cette mise en place de la police des idées, cette véritable chasse aux sorcières qui rappelle le maccarthysme et demandent la démission de la ministre.

POURQUOI LA MACRONIE LOUCHE VERS L'ÉLECTORAT D'EXTRÊME DROITE

De fait, Macron et sa « cour » sont déjà en campagne électorale, avec dans leur collimateur la présidentielle de 2022. En suggérant à Le Pen qu'« *il*

faut travailler pour le prochain débat présidentiel », Darmanin a vendu la mèche. Objectif : tout faire pour imposer dans les têtes l'idée d'un duel face à Le Pen au second tour afin d'installer Macron en seul « *rempart* » face à l'extrême droite.

Pourtant, ce dont Marine Le Pen et ses amis rêvent, Macron et sa bande le font déjà, en menant leur sale politique.

Mais en faisant comme si le combat contre l'« *islamo-gauchisme* » devenait une question essentielle, ils visent tous, surtout, à détourner l'anxiété voire la colère qui s'expriment dans les classes populaires face aux conséquences de la gestion capitaliste de la pandémie sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie, tellement ils craignent qu'elles se retournent contre eux.

SEULES NOS LUTTES PEUVENT LES BOUSCULER

Le racisme n'est pas le seul point commun entre La République en Marche, Les Républicains et le Rassemblement National. Il y a aussi le silence complet devant nos vrais problèmes quotidiens.

Les dizaines de milliers de travailleurs licenciés un peu partout dans le pays ? Rien. Les queues devant les banques alimentaires et autres restos du cœur qui accueillent maintenant des jeunes ? Rien non plus. Et les SDF ? Rien de rien. Les centaines de milliards donnés au grand patronat sans contreparties : silence radio.

Macron, Le Maire et Darmanin sont évidemment les artisans de cette politique, mais Marine Le Pen n'en dit rien, elle qui pourtant, se prétend volontiers protectrice des Français modestes.

Alors, face à cette mise en scène voulue par la Macronie et le RN, qui y voient tous les deux leurs intérêts pour garder ou pour conquérir le pouvoir, restent nos mobilisations et nos luttes. Elles seules pourront les faire taire, tous.

FRANCE 2 DÉROULE LE TAPIS ROUGE À DARMANIN ET LE PEN

C'EST LEQUEL DES DEUX, MARINE LE PEN ?



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



Renault: resufons de payer pour les pertes de 2020

D'après la direction, Renault a perdu 8 milliards en 2020. Pas de quoi affoler les actionnaires : si le cours de l'action en bourse a légèrement décroché, il reste à un niveau nettement plus élevé qu'il y a un an. C'est que Renault n'est pas au bord de la faillite, avec 16 milliards de réserves de liquidités, sans compter les 16 milliards de RCI, son bras financier.

Les actionnaires savent bien aussi que l'Etat est toujours prêt à sauver d'un naufrage éventuel les poids lourds de l'économie : « quoi qu'il en coûte » et sans contrepartie en matière de maintien de l'emploi, comme on l'a vu pour les milliards de prêts garantis offerts aux entreprises en 2020.

Priorité à l'intérêt des capitalistes-actionnaires, auxquels le plan de restructuration du nouveau patron Luca De Meo promet de générer le cash nécessaire à assurer de juteux dividendes. On sait d'avance les conséquences sociales du vaste plan de réduction des coûts annoncé pour atteindre cet objectif. A nous, salarié(e)s, de savoir si nous allons accepter d'en faire les frais en termes d'emploi, de salaires, et de conditions de travail.

Dialogue social ou piège infernal

De Bézieux, le patron du Medef, vient de proposer aux « partenaires sociaux » une relance du « dialogue social ». Parler de « partenaires sociaux » laisse entendre qu'organisations patronales et syndicats de salariés seraient des « alliés ». Comme si la défense résolue des intérêts des salariés ne supposait pas toujours un affrontement plus qu'une alliance.

Pour le patronat, le but du « dialogue social » est évidemment de parvenir à un « consensus » acceptable par lui, en enlisant les syndicats de salariés dans des discussions sans fin et qui plus est sur les sujets qu'il impose. Quand pleuvent les licenciements et suppressions d'emplois, il y a mieux à faire pour les syndicats de salariés que de se prêter une fois de plus à ce jeu de dupes ; comme s'il suffisait de s'asseoir autour d'une table pour faire valoir les intérêts des salariés.

Comme si pour les salarié.es le seul « dialogue » qui porte ses fruits ce n'était pas le rapport de forces. Construire ce rapport de forces ou se laisser enliser dans le « dialogue social » à la sauce patronale ou gouvernementale, il faut choisir.

Plein de jeunes, zéro solution

Alors que de plus en plus de jeunes font la queue devant les banques alimentaires, pas question pour le gouvernement de verser aux moins de 25 ans le RSA, soit l'astronomique somme de... 564,78 € par mois. Les jeunes devront se contenter du plan « Un jeune, une solution » : des subventions pour les patrons qui daignent embaucher des jeunes... Macron est moins regardant à la dépense quand il donne des milliards aux grandes entreprises qui licencient à tour de bras.

C'est qu'il ne faudrait pas que ces jeunes qui galèrent s'habituent à toucher des aides : être payé sans travailler, c'est réservé aux actionnaires !

Direction, piège à cons...ultants

D'après « Le Monde », le court règne de Bolloré à la tête de Renault s'est accompagné d'une quasi-prise de contrôle par le cabinet de consultants Boston Consulting Group. Payés au moins 40 millions d'euros en 2 ans, ils promouvaient leur démarche de management « agile » au travers du programme FAST. Un blabla visant à nous rendre plus flexibles et nous faire travailler plus vite avec moins de moyens.

Les dirigeants passent, les cabinets changent, mais leur politique reste la même : presser les salariés

jusqu'au citron puis s'en débarrasser. Nous, on n'a pas besoin de consultants à prix d'or pour savoir ce qu'il nous faut : une bonne mobilisation collective !

Big Renault is watching you

Après l'auto-évaluation, la DRH modifie à nouveau son système d'évaluation de la performance, avec pour objectif « *un alignement fort de l'ensemble des salariés* » sur le plan Renaulution. L'évaluation de la maîtrise du poste est remplacée par celle des « comportements professionnels ».

À l'aide d'une « grille descriptive », les chefs évalueront si « nous aimons nos clients », si nous « disons la vérité » et si « nous grandissons ensemble ». Une usine à gaz destinée à nous fliquer et à formater les esprits. Peu de chance que ça suffise à nous faire aimer le plan d'économie et la course aux profits !

Vaccin : inégalités et traitements de faveur

Les millions de personnes qui attendent de se faire vacciner contre le Covid-19 seront ravis de l'apprendre : Nicolas Sarkozy, 66 ans, s'est vu administrer sa première dose de vaccin dès janvier dernier. À cette époque, seules les personnes de plus de 75 ans étaient normalement concernées par le planning de vaccination. Comme quoi, il suffit d'avoir le bon nom... Tout un symbole des inégalités en matière d'accès aux vaccins !

Licenciement pour les uns, profits pour les autres

Entre mars et décembre 2020 plus de 700 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE, c'est-à-dire plans de licenciements) ont été annoncés, soit 76 100 ruptures de contrat de travail, près de trois fois plus que sur la même période en 2019. Sans compter les pseudos « départs volontaires » que l'on ne compte plus. Pour les grandes boîtes que l'État a arrosées par milliards comme Airbus, Total, Renault ou Sanofi, la crise sanitaire a bon dos pour multiplier les suppressions d'emploi.

La vie est moins dure pour les actionnaires. Vaccin Covid ou pas, Sanofi, licencieur en vogue, a pris un milliard sur ses fonds propres sur les quatre milliards de dividendes versés.

Ce ne sont pas aux travailleurs de payer la crise !

PSA, une entreprise socialement responsable ?

Trois semaines après la première grève historique qu'ont menée les ouvriers de l'usine de Kenitra au Maroc l'heure est à la répression. Les grévistes ont en effet fondé un syndicat, rattaché à l'Union Marocaine du Travail, l'une des plus anciennes centrales syndicales marocaines.

Depuis, PSA a mis à pied six des membres du bureau de la section syndicale. Ces derniers ont en effet refusé de signer les lettres pré-écrites de démission du syndicat qu'on leur tendait. Convocations, pressions, menaces tout est bon pour museler la libre expression des ouvriers avec l'aide des autorités locales.

Souvent Vestalia varie

La série « Chômage partiel à Vestalia » continue. La direction de la filiale logistique de Veolia, qui prévoit du chômage partiel jusqu'en avril, laisse planer ledoute sur son indemnisation à 72% ou 100%. Après janvier, ce sera finalement 100% en février. Mais

Vestalia voudrait que le paiement à 100% se fasse désormais avec des contreparties, c'est à dire contre la perte de jours de congés. Veolia est riche à milliards, pas question d'accepter ces mégotages

